ISSN 1561-3739



BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION

www.afristat.org

# La lettre A FRISTAT OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Éditorial



En ce début d'année, AFRISTAT s'est associé à la communauté statistique africaine pour la réussite de la deuxième session de la Commission statistique pour l'Afrique (ComStat-Afrique) qui s'est tenue du 18 au 21 janvier 2010 à Addis-Abeba (Éthiopie).

Par sa participation à cette importante rencontre, AFRISTAT a confirmé son engagement à poursuivre son action de renforcement des capacités statistiques au-delà de sa sphère naturelle d'intervention. En effet, il a activement pris part aux travaux pour une nouvelle stratégie d'élaboration des comptes nationaux en Afrique. Et surtout, AFRISTAT a assuré la conduite des débats sur les statistiques du secteur informel. Depuis la première session de ComStat-Afrique, mandat a été donné à AFRISTAT d'animer les échanges dans ce domaine. Il est unanimement reconnu aujourd'hui, qu'au regard de la contexture des économies des pays africains, la connais-

sance du secteur informel contribue très fortement à une meilleure évaluation des économies nationales. En adoptant le Plan d'action sur le secteur informel en Afrique (PASIA), les pays africains ont, une nouvelle fois, fait confiance à AFRISTAT. Il lui reste à relever le défi et à faire réaliser ce plan.

AFRISTAT se réjouit également des résultats de la 10° réunion du Comité de suivi de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui s'est tenue les 4 et 5 mars 2010 à Ouagadougou (Burkina Faso). Sur le plan technique, les résultats finalisés ont été approuvés et rendus officiels le 30 mars 2010 par le Conseil des Ministres de l'UEMOA. AFRISTAT reste aux côtés des États bénéficiaires pour veiller à ce que ces indices soient régulièrement calculés, publiés et diffusés.

Le projet ainsi réussi dans les États membres de l'UEMOA, non seulement profitera à d'autres États sur le plan méthodologique, mais permettra aussi de mener des études comparatives intéressantes sur les dépenses de consommation des ménages dans la sous-région.

Outre l'accompagnement technique qu'AFRISTAT devra apporter pour consolider les acquis de la rénovation des indices des prix à la consommation, cette organisation va s'engager, au cours de l'année 2010, à donner un nouveau souffle dans le domaine des comptes nationaux. Sur ce plan, elle maintiendra sa stratégie de rattrapage des retards accumulés par certains États et surtout, elle s'investira à doter les États d'une méthodologie concertée d'élaboration des comptes trimestriels. Ces activités sur les indices des prix à la consommation et sur les comptes nationaux s'intègrent dans la nouvelle dynamique d'AFRISTAT de rénover les outils de travail ou d'en trouver de nouveaux pour contribuer à l'amélioration de la production statistique des États. C'est dans cette logique que s'inscrivent, au cours de la même année, la rénovation des nomenclatures d'activités et de produits des États membres d'AFRISTAT en conformité avec les classifications internationales récemment révisées et le vaste chantier de modernisation de la production des statistiques d'entreprises.

L'année 2010 sera aussi marquée par un regain d'activités en matière de statistiques sociodémographiques. D'importantes études sont d'ores et déjà lancées sur les ménages, le PASIA, déjà cité, devra être mis en œuvre et les travaux méthodologiques sur les recensements de la population devront se poursuivre.

Enfin, AFRISTAT a toujours considéré la diffusion des travaux statistiques comme une consécration des efforts des systèmes statistiques nationaux. C'est en effet la seule voie de se rendre compte des efforts des uns et des autres. Ces efforts sont réalisés et ils doivent être connus. Depuis l'année dernière, AFRISTAT mène un projet intitulé « De la donnée à l'information » en collaboration avec plusieurs partenaires. Le principal objet visé par ce projet est de permettre à AFRISTAT et aux systèmes statistiques nationaux de pouvoir publier désormais des données statistiques sous une forme utilisable par des catégories très variées d'utilisateurs. L'année 2010 est cruciale pour l'aboutissement de ce projet.

Après cette brève indication sur ce qui attend AFRISTAT au cours de l'année 2010, je voudrais remercier d'avance tous les partenaires pour le soutien qu'ils nous apporteront pour la réalisation de ce vaste programme. Je voudrais aussi, une fois n'est pas coutume, appeler l'ensemble du personnel à plus d'ardeur et de sacrifice pour consolider nos acquis et continuer d'avancer.

## **Sommaire**

Éditorial	1
PRODUCTION D'INDICATEURS DE G TION A TRAVERS L'EXPLOITATION D DONNÉES D'ÉTAT CIVIL : OUTIL D'INTÉGRATION DES STATISTIQUES	ES
DANS LE SYSTÈME D'ÉTAT CIVIL	2
NOUVELLES D'AFRISTAT	3
ACTIVITÉS DE LA	
DIRECTION GÉNÉRALE	3
ACTIVITÉS INTERNATIONALES	6
ÉCHOS DES INSTITUTS	
NATIONAUX DE STATISTIQUE	7
RÉUNIONS, ATELIERS ET SÉMINAIRES	8

AFRISTAT
BP E 1600
Bamako, Mali
Téléphone
(223) 20 21 55 00
20 21 55 80 / 20 21 60 71
Fax (223) 20 21 11 40
afristat@afristat.org
www.afristat.org

## roduction d'indicateurs de gestion à travers l'exploitation des données d'état civil : Outil d'intégration des statistiques dans le système d'état civil

Par Guillaume POIREL - Expert démographe

L'année 2009 a été marquée par deux conférences sur les systèmes d'état civil. La première a été organisée par la CEA à Dar Es Salam (29 juin au 3 juillet 2009) et la seconde à Yaoundé par l'IFORD (24 – 26 novembre 2009). Lors de ces deux rencontres, les participants ont souligné les enjeux et les défis des systèmes d'état civil'. AFRISTAT, qui a participé à ces différents séminaires, a rappelé que seules une forte coordination, une meilleure implication des démographes et une volonté politique pourraient améliorer ces systèmes, actuellement en crise dans la plupart des pays membres

#### DES DÉFIS A RELEVER POUR DISPOSER D'UN ÉTAT CIVIL DE QUALITÉ

Dans la plupart des pays africains, l'état civil ne fonctionne pas correctement, par manque de coordination des différentes composantes et par manque de moyens, d'où un système d'information démographique peu fiable, incomplet, aboutissant à ce que l'on appelle le « scandale de l'invisibilité »<sup>2</sup>.

En marge d'un système d'état civil défectueux, la structure statistique en charge de l'exploitation des données rencontre des difficultés pour collecter et produire de l'information et n'est généralement pas reconnue comme un acteur important. Or l'exploitation et l'analyse statistique des données d'état civil permettent de mieux gouverner un pays et concourent, par un phénomène de cercle vertueux, à améliorer la qualité de l'enregistrement initial. L'importance des statistiques d'état civil pour la conduite des politiques de développement et la réduction des coûts des opérations statistiques n'est plus à démontrer.

## Un système d'information démographique utile au développement

Pour relever les défis du développement (OMD, DSRP), les gouvernements des pays africains ont impérativement besoin de disposer de systèmes d'information démographiques fiables. Un système d'information démographique s'alimente à partir de trois sources complémentaires possédant chacune des avantages et des inconvénients : le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), les enquêtes sociodémographiques et l'état civil.

Face à certaines faiblesses du recensement : délais entre deux opérations, qualité des données de certaines variables démographiques (mortalité, fécondité, âge)<sup>3</sup> et des enquêtes sociodémographiques (dépendance des financements extérieurs), l'état civil présente de nombreux avantages. Tout d'abord, il remonte des données de façon régulière, ensuite il ne coûte pas cher car il s'inscrit dans les missions structurelles et courantes de l'État.

Les informations issues des statistiques de l'état civil permettent par exemple de produire des indicateurs sanitaires pour l'évaluation et le suivi de l'état de santé des populations et sont à la base des programmes communautaires de santé.

## Une organisation de l'état civil complexe et non officialisée

Dans tous les pays, le fonctionnement de l'état civil repose sur différentes composantes du service public : l'administration territoriale, la justice, la santé et les statistiques. En Afrique subsaharienne, c'est particulièrement complexe, car d'un pays à l'autre, les structures étatiques impliquées varient, et fonctionnent différemment, soit de façon centralisée, soit de façon déconcentrée. Et souvent, aucun texte réglementaire ne formalise les différents rôles et responsabilités des différents acteurs.

## De nombreux dysfonctionnements dus à un manque de coordination

La fragilité actuelle de l'état civil empêche de produire des informations fiables pour compléter le système d'information démographique : le simple enregistrement d'un événement rencontre souvent des obstacles (coût, éloignement des centres d'état civil...) et, à l'autre extrémité de la chaîne, l'exploitation statistique des données est irrégulière, voire quasi inexistante.

La plupart du temps, les acteurs de l'état civil travaillent chacun de son côté, sans coordination ni concertation. Si les services d'état civil ne transmettent pas les informations à la structure en charge de la statistique, cette dernière ne peut pas exploiter et diffuser l'information. Il arrive que les actions de l'un aillent à l'encontre des actions de l'autre.

Par exemple lorsque les transmissions de retranscription en marge des registres (pour les mariages, les décès) ne sont pas effectives entre les services d'état civil, la justice ne peut pas assurer son rôle de contrôle et de surveillance.

Faute de statistiques démographiques complètes et de bonne qualité, les gouvernants rencontrent des difficultés pour mieux identifier les besoins et planifier les actions nationales et sectorielles, a fortiori à les suivre et les évaluer, de façon générale à piloter le développement, en particulier dans le cadre de la décentralisation.

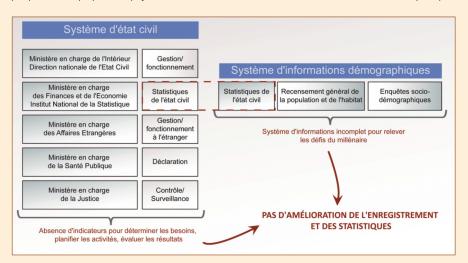
Le schéma illustre l'étanchéité entre le système d'état civil et le système d'information démographique dans la plupart des pays ouest africains.

ponsabilité, les acteurs de la sphère démographique et du système d'état civil ont besoin d'indicateurs clairement définis et officiels, qui couvrent aussi bien les fonctions de production et de gestion que les données sociodémographiques. À travers l'exploitation des données d'état civil, il est enfin possible de produire des indicateurs de gestion<sup>4</sup> permettant de planifier, de suivre et d'évaluer les missions des différents acteurs de l'état civil.

Une telle démarche s'inscrit dans la dynamique actuelle de planification stratégique et de la gestion axée sur les résultats (GAR), qui mesure les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus au regard des objectifs affichés. Cette manière de produire de l'information répond aux différents constats et opportunités des systèmes d'état civil africains en crise. Elle est soutenue par de nombreux partenaires internationaux, qui sont prêts à accompagner les pays dans l'amélioration des systèmes et des statistiques d'état civil (AFRISTAT, BAD, Banque mondiale, UNECA, UNFPA, UNICEF...).

#### Vers un renforcement du système d'état civil et du système d'informations démographiques

La production d'indicateurs de gestion pourrait être un levier pour améliorer le fonctionnement de l'état civil, redynamiser la coordination et instaurer un cadre de concertation. Dans la pratique,



Et faute de langage commun (chaque acteur parle des missions qui le concernent sans prendre en compte celles des autres acteurs), ces mêmes gouvernants ne mesurent pas l'importance de l'état civil et la nécessité de lui consacrer des moyens conséquents, pour qu'il fonctionne correctement.

#### RENFORCER LA COORDINATION ENTRE L'ÉTAT CIVIL ET LE SYSTÈME D'INFORMATION DÉMOGRAPHIQUE PAR LA PRODUCTION D'INDICATEURS DE GESTION

Pour rendre compte des missions qui leur sont confiées et piloter les actions dont ils ont la resde tels indicateurs vont mesurer l'efficacité des systèmes juridique, administratif et social. De même, ils permettent d'apprécier les processus de décentralisation et de démocratisation, et par conséquent de mieux identifier les progrès à réaliser. Parallèlement, cette approche va donner un rôle plus important aux statisticiens, démographes et ainsi favoriser l'intégration des structures en charge des statistiques au sein du système d'état civil. De la sorte, elles seront mieux à même de produire des données de qualité pour la préparation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes.

#### Des effets positifs à court, moyen et long termes

À court terme, le fait que ces indicateurs soient communs à tous les acteurs va dynamiser et renforcer la coordination entre eux, qu'ils appartiennent au ministère de l'intérieur, à celui de la justice, aux affaires étrangères.... Et au plan régional, grâce à ces indicateurs communs, il sera désormais possible de suivre et d'évaluer les programmes, projets et réformes en cours dans le domaine de l'état civil.

À moyen terme, l'intégration des statistiques dans le système d'état civil va améliorer tout le système d'information démographique. En exploitant régulièrement les données d'état civil, les statisticiens vont acquérir des compétences nouvelles, améliorer leurs méthodes, et ainsi produire des données de meilleure qualité.

Il sera possible de mettre à disposition des gouvernants des informations utiles à la planification du développement du pays, et en conséquence, ils seront davantage sensibilisés à l'importance des statistiques d'état civil et des statistiques en général.

tatiques d'act chil et des statistiques en general. À long terme, cette nouvelle orientation va contribuer au développement du système statistique national (SSN). L'exploitation régulière des données permettra de mener des analyses comparatives entre les sources du système d'information démographique (RGPH, enquêtes, statistiques administratives), de mettre en avant les divergences et d'améliorer ces différentes sources, d'effectuer des analyses comparatives entre les statistiques sectorielles (système judiciaire, système de santé...), de déceler les incohérences et d'identifier des actions pour améliorer les différentes sources statistiques administratives.

## L'opportunité de systématiser la gestion axée sur les résultats

La production complémentaire d'indicateurs

sociodémographiques et d'indicateurs de gestion est une opportunité pour créer des programmes communs à l'ensemble des acteurs nationaux. Les différentes composantes du système d'état civil (intérieur, justice, affaires étrangères...) devraient profiter de l'opportunité de cette réorganisation pour améliorer leur fonctionnement général, par exemple en appliquant la gestion axée sur les résultats (GAR). Cette approche de gestion adoptée par les partenaires au développement permet en effet d'évoluer dans les nouveaux cadres de développement international (OMD, bonne gouvernance, transparence, etc.), d'organiser efficacement l'activité en concevant de bons programmes de développement. La plupart des structures en charge de la statistique ont déjà entrepris de telles réformes institutionnelles à travers l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de la statistique.

- 1. http://www.ifordcm.org/IMG/pdf/ Raport\_Final\_Seminaire\_International\_ Etat\_Civil.pdf http://knowldge.uneca.org - Statistical Development - News, Updates and Archive of Events, Meetings and Conferences - Regional Workshop on Civil Registration and Vital Statistics Systems in Africa - Dar es Salaam, Tanzania 29 June - 3 July 2009
- 2. Parce que « des milliers de personnes en Afrique et en Asie naissent et meurent sans laisser de trace dans un registre légal et sans faire l'objet de statistiques officielles ; l'absence de données fiables sur les naissances et les décès sont les causes de ce scandale de l'invisibilité qui rend la majorité des pauvres de la planète inexistants et par conséquent non comptés. » (Déclaration effectuée par le groupe de travail sur le suivi des évènements de l'état civil)
- 3. Aspects soulevés à l'atelier NACCA organisé par l'UNFPA du 11 au 13 novembre 2009 à Dakar.
- 4. Est considéré comme indicateur de gestion, tout indicateur permettant de planifier des objectifs, suivre des activités et évaluer les résultats atteints. Par exemple, dans le cadre de la sensibilisation à l'enregistrement, le taux de couverture des faits d'état civil ou les durées moyennes entre date de naissance et date d'enregistrement (selon les centres d'état civil, les circonscriptions administratives) permettent d'identifier les zones à sensibiliser ou évaluer l'impact des actions de sensibilisation effectuées.

## ouvelles d'AFRISTAT

#### Arrivées



M. Madior Fall a pris service à AFRISTAT le 21 janvier 2010 en qualité d'expert en statistiques sociales. M. Fall, assistant technique de la Coopération française, a été précédemment économiste à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra – Paris School of Economics) et chargé de mission à la Direction

des statistiques sociales de l'INSEE. Il a été aussi expert auprès d'Eurostat

#### **Visites**

Le 9 mars 2010, AFRISTAT a reçu la visite de M. Olivier Delobbe, consultant de la SOGETI. L'objectif de cette visite était de présenter le Projet ASTRA MIS-ST financé par Eurostat. ASTRA est un système automatisé de gestion de l'information sur la formation statistique dans les pays en développement. Il est développé sous MS Access et gère des formulaires et des tableaux comme interface utilisateur. Le but de l'application est de synthétiser la demande en formation des systèmes statistiques nationaux. Cette application est à sa phase expérimentale.

## Activités de la Direction Générale

#### Atelier des Nations unies sur les nomenclatures économiques et sociales internationales

Du 25 au 28 janvier 2010, la Division statistique des Nations unies (DSNU), en collaboration avec AFRISTAT et l'INSEE, a organisé à Bamako, un atelier sur les nomenclatures économiques et sociales internationales pour les pays francophones d'Afrique. Les représentants de 17 États membres d'AFRISTAT, du Maroc, de la Tunisie, de la Commission économique des Nations unies

pour l'Afrique et d'AFRITAC Ouest ont participé à cet atelier.

L'atelier a permis aux participants de prendre connaissance des nouveaux changements de la Classification internationale type par l'industrie (CITI) révision 4 et la Classification centrale des produits (CPC) révision 2, des règles de leur application, des étapes de leur mise en œuvre au

niveau mondial, régional et national.

Les organisations internationales, régionales et sous régionales ont présenté les grandes lignes de leurs actions dans le domaine des nomenclatures pour l'année 2010. AFRISTAT a présenté le processus, en cours, de révision des nomenclatures d'activités et des produits de ses États membres qui devrait s'achever en 2011.

#### Séminaires sous-régionaux sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme

Les séminaires sur la conjoncture et les prévisions économiques du premier semestre 2010 se sont tenus, du 1<sup>er</sup> au 5 mars à Douala (Cameroun), pour les États membres de l'Afrique centrale et du 22 au 26 mars à Bamako, pour ceux de l'Afrique de l'Ouest. Dans la continuité des séminaires de 2009, ils ont été consacrés à l'analyse des retombées de la

crise économique mondiale sur les économies des États membres. Les participants ont montré de quelle manière cette crise a influé sur la conjoncture de la fin 2009 et du début 2010 et ont expliqué comment ses effets ont été intégrés dans les comptes macroéconomiques de 2009 à 2011. Suite aux présentations des États, une syn-

thèse relative à chaque sous-région a été réalisée avec les représentants des organisations sousrégionales et d'AFRISTAT.

Le séminaire de Douala a bénéficié de l'appui logistique de l'Institut national de la statistique du Cameroun et a connu la participation des représentants des six États membres de la CEMAC, du Burundi et des Comores ainsi que de ceux de la Commission de la CEMAC, de la BEAC, de la BDEAC et de l'Agence française de

développement (AFD).

Le séminaire de Bamako a été co-organisé avec la Commission de l'UEMOA. Il a regroupé les représentants des huit États membres de l'UEMOA, de la Guinée et de la Mauritanie ainsi que de la BCEAO, de l'AFD, de la BAD, de la BOAD et de l'INSEE.

#### Projet d'appui à l'élaboration des comptes nationaux des États membres de l'UEMOA

Au terme du contrat de subvention n° 28 signé avec la Commission de l'UEMOA le 19 août 2009, AFRISTAT assure les travaux de la mise en œuvre du système de comptabilité nationale de 1993 des Nations unies (SCN 93) et de l'accélération de la production des comptes nationaux dans sept États membres de cette union d'intégration sous régionale.

Ce projet, dont les activités ont démarré le 1er janvier 2010, devrait prendre fin en décembre 2011. Il vise à consolider l'implantation du SCN 93 et à asseoir les conditions d'une production régulière des comptes nationaux dans les États membres suivants de l'UEMOA: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Les activités de ce projet consistent essentiellement en des

missions d'appui technique et en l'organisation d'ateliers de formation.

Au cours du premier trimestre 2010, les programmes d'appui aux pays et le calendrier des interventions d'AFRISTAT ont été élaborés. Une mission d'appui technique a été effectuée du 15 au 26 février 2010 auprès de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationa-

le (DGSCN) du Togo dans le cadre des travaux de comptes nationaux de l'année de base 2007.

A l'issue de cette mission, les pré-arbitrages des sources de données et les travaux analytiques (ERE, CB) de la première itération ont été réalisés et la formation pratique des cadres dans la démarche d'élaboration des comptes nationaux et à l'utilisation de l'outil ERETES a été assurée.

#### Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des États membres de l'UEMOA

Au premier trimestre 2010, les activités du projet de rénovation de l'indice des prix à la consommation de l'UEMOA ont été marquées par la tenue des réunions du Groupe de travail et du Comité de suivi de ce projet pour faire le point des réalisations. Il en est ressorti des résultats satisfaisants.

La Commission de l'UEMOA a organisé, en collaboration avec AFRISTAT, respectivement, du 22 au 24 février 2010 et les 4 et 5 mars 2010 à Ouagadougou (Burkina Faso), la 11° réunion du Groupe de travail et la 10° réunion du Comité de suivi de l'IHPC. Ces réunions ont permis de présenter et de valider les résultats finaux atteints par le projet de rénovation des indices dans tous les pays en vue de leur adoption par le Conseil des Ministres de l'UEMOA. Il a été noté avec satisfaction que le nouveau dispositif est fonc-

tionnel et tous les pays ont produit les indices définitifs base 100 = 2008 pour les années 2008 et 2009 et les publications des résultats suivant les nouvelles maquettes proposées.

Auparavant, pour assurer un meilleur suivi des opérations de terrain, AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA ont animé une visioconférence afin de renforcer la communication entre les équipes techniques et de gérer les problèmes rencontrés de façon efficace et en temps réel. Par ailleurs, une mission d'appui technique a été réalisée en

Guinée-Bissau en février 2010.

- S'agissant du volet "informatique", le processus de sélection de la société informatique pour la réalisation de l'application de production des indices poursuit son cours.
- Sur le plan administratif et financier, une mission de supervision régionale s'est rendue au Burkina Faso afin de faire le point des activités du projet et de discuter des questions liées à sa gestion.

## Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays régionaux de la Banque africaine de développement

Les missions de supervision et d'appui technique dans le domaine de la programmation statistique ont été au centre des activités du Programme de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux de la BAD en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats au cours du premier trimestre 2010

- Des missions de supervision ont été réalisées dans les pays bénéficiaires suivants: Union des Comores, Bénin, Togo, Cameroun et Sénégal. Ces missions, qui répondent à l'une des recommandations du séminaire-atelier de gestion et d'administration dudit programme, ont permis de s'assurer de la mise en place dans ces pays du dispositif nécessaire pour garantir la bonne exécution du programme et de son bon fonctionnement.
- Trois missions d'assistance technique ont été effectuées dans le cadre de ce projet dont deux auprès de l'Instituto Nacional de Estatística (INE)

de la Guinée-Bissau et la dernière auprès de l'INE de Sao Tomé et Principe.

La première mission effectuée en Guinée-Bissau s'est déroulée du 8 au 12 février 2010 et avait pour objectif d'appuyer l'INE dans la finalisation des documents de base de mise en œuvre du PRCS-BAD (programme d'activités, budget et chronogramme de travail).

La deuxième a eu lieu du 1er au 4 mars 2010 et s'est inscrite dans le cadre d'une mission conjointe avec la Banque mondiale et PARIS21 visant à appuyer l'INE dans l'élaboration de la Stratégie nationale de développement de la statistique et

la préparation des enquêtes MICS 4° édition et QUIBB 2° édition.

La mission effectuée du 8 au 11 février 2010 auprès de l'INE de Sao Tomé et Principe, s'est également inscrite dans le cadre d'une démarche conjointe PARIS21, Banque mondiale et AFRISTAT pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement statistique (SNDS) 2009-2018.

Ces missions conjointes participent également du renforcement de la coordination des partenaires techniques et financiers.

#### Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique de la RCA

Les activités du Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique de la RCA (PARCPE) initialement prévues de s'achever en décembre 2009 se sont encore poursuivies pour rendre opérationnel le modèle de prévision économique à court terme. À cet effet, AFRISTAT a effectué deux missions d'assistance technique à Banqui.

La première mission, effectuée du 8 au 17 février 2010, avait pour objectif de renforcer les capacités des cadres du Service de la conjoncture et des prévisions à la gestion et l'interprétation des résultats de l'enquête d'opinions auprès des opérateurs économiques. À l'issue de cette mission, la métho-

dologie de l'enquête a été évaluée, un projet de questionnaire a été élaboré et une maquette de publication des résultats a été adoptée.

La seconde mission a été réalisée du 19 au 29 janvier 2010 pour démarrer et valider les travaux de projection à l'aide du modèle

TABLO. Au cours de l'atelier de validation du modèle, les membres du groupe restreint de modélisation ont été formés à son actualisation et à son utilisation pour simuler deux années réelles, sur la base d'un tableau ressource-emploi (TRE) 2006 actualisé.

## Projet régional d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information sur le marché du travail en Afrique, phase II

Les activités préparatoires à la mise en œuvre de la phase II du Projet régional d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information sur le marché du travail en Afrique se sont poursuivies au cours du premier trimestre 2010. Le Comité régional de pilotage a, au cours de sa première réunion, adopté les documents de base du projet.

Le Comité régional de pilotage du Projet a tenu sa première réunion du 8 au 10 mars 2010 à Kampala (Ouganda). Au cours de cette réunion, il a adopté son règlement intérieur ainsi que le programme annuel d'activité et le budget du Projet pour l'année 2010. Les responsables des Unités nationales du Projet (UNP) ont également été formés aux procédures d'ACBF, le principal bailleur de fonds du projet. À l'issue de la rencontre, les participants ont sollicité auprès de l'Unité régionale du Projet, une analyse de la faisabilité d'une étude sur le secteur informel dans les cinq pays bénéficiaires du projet a été sollicitée.

## **A**utres activités d'AFRISTAT

Dans le cadre du Projet « du chiffre à l'information », les manifestations d'intérêt pour la sélection des firmes pour la formation à l'écriture sur Internet ont été examinées. Le dossier de la consultation restreinte a été envoyé aux sociétés retenues. Parallèlement, les membres de l'équipe d'AFRISTAT chargée de la gestion du projet ont bénéficié de formations ponctuelles à certaines procédures de la Banque mondiale auprès de sa représentation résidente au Mali.

Concernant la composante statistique du Programme d'appui de la coopération française

au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, les activités du premier trimestre 2010 ont été marquées par l'installation de la nouvelle version de la base de données communautaire pour la diffusion des données (Statbase) et la formation des administrateurs de cette base de données à l'Institut national de statistique du Mali (INSTAT).

Le chef du centre de documentation et des publications a effectué du 18 au 22 janvier 2010 une mission d'étude du logiciel PMB de gestion d'une bibliothèque à l'ENSAE – Sénégal.

Cette mission, qui s'inscrit dans le cadre d'une coopération entre l'ENSAE–Sénégal et AFRISTAT, avait pour objectif de voir les fonctionnalités du logiciel et de suivre une formation pour son utilisation en vue d'une migration de WINISIS vers PMB.

Dans le cadre des contacts réguliers qu'il entretient avec les autorités statistiques des États membres, le Directeur Général d'AFRISTAT a séjourné à Nouakchott (Mauritanie) du 21 au 22 mars 2010. Cette visite a permis de faire le point de la coopération avec ce pays.

#### Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

#### **Burkina Faso**

- L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué du 15 au 26 février 2010, une mission d'appui technique auprès de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) dans le cadre du lancement du traitement des données de la phase principale de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM). Un chronogramme des activités restantes jusqu'à la publication d'un rapport de profil de pauvreté a été adopté.
- Un expert démographe a effectué du 22 au 26 février 2010 auprès de l'INSD, une mission d'appui pour le renforcement du système de collecte, d'exploitation et d'analyse des données de l'état civil du Burkina Faso. Cette mission, qui a consisté en l'animation d'un atelier technique, a permis : i) d'évaluer les outils de collecte ; ii) de réviser le rapport provisoire de l'analyse des données de l'état civil pour la phase pilote (2005-2007) et iii) de rencontrer les acteurs nationaux.
- L'expert en charge des statistiques d'entreprises a effectué, du 1er au 12 mars 2010, une mission auprès de l'INSD pour apporter un appui aux cadres de cet institut pour la reprise du calcul de l'indice de la production industrielle, interrompue depuis 2003 et l'évaluation du processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques mis en place en partenariat avec la Coopération suédoise. Au cours de cette mission, un dispositif de la collecte complémentaire de données de base auprès des entreprises industrielles échantillonnées a été mis en place conformément aux Règlements d'AFRISTAT pour les statistiques d'entreprises.

#### Burundi

Du 8 au 19 février 2010, l'expert en charge des statistiques d'entreprises a effectué une mission auprès de l'Institut de statistique et des études économiques du Burundi (ISTEEBU) dont l'objectif était d'apporter un appui à l'exploitation données du recensement des entreprises de 2009. Les principaux résultats attendus de ce recensement sont l'élaboration d'un indice har-

monisé de la production industrielle (IHPI) et la mise en place d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques. Au cours de cette mission, les indices provisoires trimestriels de l'année de base 2007 ont été calculés, un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place et 17 cadres nationaux ont été formés. Une collecte complémentaire est prévue pour assurer l'exhaustivité du tissu industriel et mettre en place l'IHPI définitif.

#### Cameroun

L'expert principal en système d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté, a effectué du 8 au 18 février 2010, une mission auprès du ministère de l'Élevage, de la Pêche et des Industries animales. Cette mission avait pour objectif de finaliser la méthodologie et les outils de collecte et de former les formateurs pour le lancement d'une enquête pilote sur la productivité des cheptels dans trois régions du Cameroun.

#### Congo

- L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué, du 7 au 15 janvier 2010, une mission d'appui technique au Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE). La mission a collaboré à l'élaboration de la méthodologie de la deuxième enquête congolaise auprès des ménages (ECOM) qui sera exécutée au cours de l'année 2010. Un chronogramme de l'enquête a été adopté.
- Du 4 au 15 février 2010, l'expert en statistique des prix, a effectué, dans le cadre du Projet d'appui à l'amélioration du circuit de la dépense et du suivi de la pauvreté (PACDIP), une mission d'appui technique auprès du CNSEE pour participer au calcul des prix moyens et des indices mensuels de l'année de base pour la ville de Pointe Noire et des indices des quatre premiers mois de l'année 2009 pour Pointe Noire et Brazzaville. La maquette de publication de ces indices a également été réalisée.

#### Gabon

Du 22 février au 5 mars 2010, le Webmaster

- a effectué une mission d'assistance technique auprès de la Direction générale de la statistique (DGS) dont l'objectif était de former 11 cadres aux techniques de conception et de réalisation de sites Internet institutionnels. Un nouveau site dynamique a été conçu pour la DGS.
- Cette mission a été suivie, du 8 au 19 mars 2010, par celle de l'expert informaticien qui visait à mettre à jour la base de données économiques et à étendre son utilisation aux structures sectorielles. Des mécanismes d'échanges de données ont été mis en place entre ces structures et la DGS pour les mises à jour futures de la base. Par ailleurs, un système automatique de transfert des données a été installé afin de diffuser régulièrement les données sur le nouveau site.

#### Guinée

Du 22 mars au 2 avril 2010, l'expert chargé des statistiques d'entreprises a effectué une mission auprès de l'Institut national de la statistique de Guinée dans le but d'apporter un appui pour calculer les indices harmonisés de la production industrielle (IHPI) définitifs de 2006, 2007, 2008 et 2009 et mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques. Au cours de cette mission, une publication de l'IHPI a été mise en place et les procédures de gestion courante du répertoire ont également été définies.

#### Sénégal

Du 7 au 14 mars 2010, un expert démographe a effectué une mission d'appui auprès de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) dans le cadre du lancement de l'enquête test auprès des centres d'état civil des régions de Dakar, Diourbel et Tambacounda. Au cours de cette mission, les outils de collecte ont été amendés et finalisés, la stratégie de collecte et de traitement des données de l'état civil a été adoptée et la formation du personnel de collecte de données a été lancée dans la région de Dakar. Un projet de plan d'analyse des données de l'état civil et un programme de travail ont également été élaborés et validés.

## Activités internationales

- M. Eric Ramilson, expert régional en système d'information sur le marché du travail, a représenté AFRISTAT à l'atelier sur la Stratégie régionale de réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest (SRRP-AO) co-organisé par la CEDEAO et l'UEMOA du 11 au 16 janvier 2010 à Accra (Ghana). Cet atelier avait pour objectif d'examiner avec les responsables du suivi et évaluation du DSRP national des États membres de la CEDEAO, l'opérationnalisation de la SRRP-AO.
- M. Ramilson a également pris part, les 16 et 17 janvier 2010, à la 3° réunion annuelle du Conseil régional de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'ouest (CORESA) qui a eu lieu à Bamako. Cette réunion a permis d'examiner le bilan des activités des programmes régionaux de sécurité alimentaire dans la sous région et l'état de mise en œuvre des stratégies nationales de sécurité alimentaires des pays de l'Afrique de l'Ouest et de valider le programme de travail 2010 du CORESA.
- Une délégation d'AFRISTAT conduite par M. Martin Balépa, Directeur Général, et composée de Mme Dorothée Ouissika, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, et de MM Nguessan Doffou, expert en comptabilité nationale et Siriki Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, a pris part aux travaux de la 2° session de la Commission statistique pour l'Afrique (ComStat-Afrique) et de la 4° édition du Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV) qui ont respectivement eu lieu du 18 au 21 janvier 2010 et le 22 janvier 2010.

AFRISTAT a présenté le rapport d'activité 2009 du Groupe africain sur le secteur informel et le plan d'action sur le secteur informel en Afrique (PASIA) qui a été adopté. Il a activement pris part aux travaux pour une nouvelle stratégie d'élaboration des comptes nationaux en Afrique.

La 4º édition du Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV a fait des propositions pour renforcer la coordination statistique régionale et pour améliorer le contenu de cette réunion)

- M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a représenté AFRISTAT à la 11° réunion du Groupe de Delhi sur le secteur informel qui a eu lieu du 27 au 29 janvier 2010 à Genève (Suisse). Elle a eu pour objectif principal, l'examen du manuel des enquêtes sur le secteur informel et les emplois informels élaboré par le Groupe de Delhi dont la finalisation est prévue au plus tard en mai 2010.
- M. Eloi Ouedraogo, expert principal en système d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté, a représenté AFRISTAT à la Conférence des partenaires au développement sur la mise en œuvre de la stratégie globale d'amélioration des statistiques agricoles en Afrique, organisée par la BAD et la FAO les 3 et 4 février 2010 à Tunis. Cette conférence a permis d'adopter le contenu des axes techniques de travail retenus pour l'élaboration du plan d'action
- M. Oumarou ElHadj Malam Soule, expert en suivi des DSRP et des OMD, a représenté AFRISTAT à l'atelier sur le développement et la gestion des bases

de données sur les Objectifs du millénaire pour le développement, qui s'est tenu du 15 au 19 février 2010 à Nairobi (Kenya). Cette rencontre a été organisée par la Banque africaine de développement en collaboration avec la CEA et la Commission de l'Union africaine. Elle a réuni les délégations d'une quarantaine de pays et les représentants des institutions internationales et d'intégration régionale et sous régionales

L'objectif principal de cet atelier était de renforcer le dialogue entre les institutions régionales et les producteurs de statistiques en vue d'améliorer la disponibilité des données consensuelles destinées à éclairer les prises de décision, en particulier en ce qui concerne les politiques de lutte contre la pauvreté et le suivi des OMD

Une délégation d'AFRISTAT, composée de MM. Martin Balépa et Freeman Amegashie, Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a participé à la 41° session de la Commission statistique des Nations unies qui s'est tenue du 22 au 26 février 2010 à New York (USA). Cette rencontre a connu une forte participation des pays africains en général et des États membres d'AFRISTAT en particulier.

Parmi les sujets traités auxquels la communauté africaine a attaché une importance particulière, on peut retenir la révision du système de comptabilité nationale 2008, la stratégie pour le développement des statistiques agricoles, le cadre national d'évaluation de la qualité, le programme de comparaison internationale et la célébration de la journée mondiale de la statistique. Sur de nombreuses questions, les pays africains ont pu faire entendre leurs voix et ceci grâce à la coordination réalisée par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

M. Martin Balépa, accompagné de M. Madior Fall, expert en statistiques sociales, a eu le 2 mars 2010, une séance de travail à l'AFD à Paris (France). L'implication d'AFRISTAT au projet d'implantation du réseau d'étude porté par l'AFD. En marge des discussions, la délégation d'AFRISTAT a évoqué la question de gestion du Fonds AFRISTAT, notamment l'établissement d'une nouvelle convention AFD/AFRISTAT

Au cours du même séjour, M. Fall a eu du 1<sup>er</sup> au 3 mars 2010, des séances de travail auprès de l'INSEE dans le cadre de la mise en œuvre du Projet sur la valorisation des données d'enquêtes auprès des ménages que cet institut exécute en partenariat avec AFRISTAT et DIAL.

Il a également participé le 4 mars 2010 à la réunion du Comité de rédaction de la revue STATECO. Cette réunion a permis de redéfinir la ligne éditoriale de la revue STATECO et de mettre en place un nouveau comité scientifique.

Enfin, M. Balépa a pris part à l'Assemblée générale exceptionnelle du CESD-Statisticiens pour le développement, tenue le 2 mars 2010 dans les locaux de l'ADETEF.

M. Freeman Amegashie, coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a représenté AFRISTAT à la réunion sur le renforcement de la collaboration entre la BCEAO et les instituts nationaux de statistique organisée dans le cadre de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO.

Cette rencontre, organisée par la BCEAO les 8 et 9 mars 2010 à Dakar, avait pour objectif d'examiner

la demande statistique des banques centrales et l'offre des systèmes statistiques nationaux pour sa satisfaction et de proposer un mécanisme de partage des tâches entre les acteurs pour la production des statistiques nécessaires. Elle a réuni les directeurs généraux des INS ou leurs représentants, les représentants de la Commission de l'UEMOA, d'AFRISTAT, de la BCEAO, de la Banque centrale européenne, de la Banque de France et de Bank Al-Maghrib (Maroc).

- Mme Dorothée Ouissika, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a pris part au séminaire régional de formation sur le leadership et la gestion des services statistiques nationaux organisé du 8 au 12 mars 2010 par la Commission de la CEDEAO à Accra (Ghana). Ce séminaire, qui s'est tenu dans le cadre du Projet de renforcement des capacités statistique (ESCAP), avait pour objectif de fournir aux responsables des INS un forum pour, d'une part, partager leurs expériences, et d'autre part, identifier les bonnes pratiques et dégager des orientations pour améliorer l'organisation et la gestion des systèmes statistiques nationaux. Il a réuni les représentants des États membres de la CEDEAO.
- M Djoret Biaka Tedang, expert macro-économiste, a représenté AFRISTAT à la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc (COCOZOF) qui s'est tenue le 12 mars 2010 à Douala (Cameroun). Outre les points habituels relatifs à l'examen du projet de rapport sur l'état de la convergence et la préparation de la réunion des ministres des finances de la Zone Franc, le Comité a traité des stratégies de sortie de crise et examiné les questionnaires sur les réunions de la zone Franc destinés à recueillir les appréciations et leurs propositions d'améliorations sur ces rencontres.
- M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a représenté AFRISTAT à la réunion du groupe d'experts ad hoc sur la stratégie de promotion de l'auto-emploi chez les jeunes en Afrique de l'Ouest et à la 13° session du Comité intergouvernemental des experts de l'Afrique de l'Ouest. Ces réunions, organisées par le Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, ont respectivement eu lieu les 16 et 17 et les 18 et 19 mars 2010 à Dakar.

La réunion du groupe des experts a eu pour objectif de susciter des réflexions en vue de l'élaboration d'un rapport régional stratégique sur l'auto-emploi des jeunes.

La 13° session du Comité intergouvernemental des experts de l'Afrique de l'Ouest a débattu des récentes évolutions économiques et sociales de la sous région ainsi que des principaux défis à relever. Elle a fait des recommandations pour accélérer la croissance et promouvoir l'emploi.

- AFRISTAT a participé au 6° colloque francophone des sondages en 2010 qui s'est tenu du 23 au 25 mars 2010 à Tanger au Maroc. Pour cette session, deux experts, MM. Eloi Ouedraogo et Ousman Koriko, ont participé activement au colloque à travers des communications présentées dans deux sessions différentes. En outre, AFRISTAT a participé aux travaux du Comité scientifique du Colloque et a organisé et animé la session intitulé « Sondage et mesure de l'emploi, des migrations et de la pauvreté ».
- M. Martin Balépa a pris part à la 29° session du Conseil d'administration de l'IFORD organisée les 30 et 31 mars 2010 à Yaoundé.

## Echos des instituts nationaux de statistique

#### Burkina Faso www.insd.bf

- L'INSD a le 15 janvier 2010, rejoint son nouveau siège. Il s'agit d'un immeuble de cinq niveaux comportant 89 bureaux, 3 salles de réunion et une salle de documentation.
- Le Conseil national de la statistique a tenu le 5 février 2010, sa 2° session ordinaire. Au terme de cette session, le Conseil a adopté la vision et les orientations stratégiques du Schéma directeur 2010-2015.
- Le 5 mars 2010, une session de la commission spécialisée « Statistiques économiques et financières » s'est réunie pour examiner la demande d'autorisation préalable pour la réalisation de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel par l'INSD. Cette autorisation lui a été accordée.
- La collecte des données de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages se poursuit suivant le calendrier établi. Les deux premiers passages sont terminés et le troisième passage a débuté le 21 février 2010. Concomitamment à la collecte des données, les opérations de saisie et de numérisation se poursuivent également.
- Les travaux de réalisation de l'Enquête démographique et de santé (EDS) se poursuivent : l'enquête pilote s'est déroulée du 25 au 30 janvier 2010. La formation des enquêteurs pour l'enquête principale a débuté le 18 mars et devrait s'étaler sur un mois.



Le nouveau siège de l'INSD

#### Centrafrique

#### www.minplan-rca.org/ministere/icasees

- L'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES) a organisé du 8 au 12 mars 2010 a Nzila, localité située à 12 km de Bangui, un atelier de validation du Guide méthodologique pour l'élaboration des comptes nationaux en RCA. Au cours de cet atelier, la version provisoire de ce document de référence pour l'élaboration des comptes nationaux en Centrafrique a été présentée aux utilisateurs potentiels et aux personnes impliquées dans l'élaboration des comptes en vue de sa validation.
- Au titre des enquêtes, l'ICASEES a procédé aux activités préparatoires, notamment, la formation des formateurs de l'Enquête à indicateurs multiples (MICS4) et l'Enquête sur la connaissance et la perception des objectifs de l'éducation pour tous (EPT), organisée avec l'appui de l'UNESCO.
- Une mission des experts de PARIS21 a séjourné à l'ICASEES, du 15 au 18 février 2010. Cette mission avait pour objectif de contribuer à la relance et à l'achèvement du processus d'élabo-

ration de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS). La mission a rencontré les partenaires techniques et financiers en vue de faire un plaidoyer pour un appui soutenu et coordonné au système statistique national de la RCA. Elle a également contribué à l'élaboration de document de plaidoyer pour son développement.

L'ICASEES a publié le 10 mars 2010, le bulletin mensuel des indices des prix à la consommation « Prix Infos » du mois de février 2010 et le bulletin trimestriel de conjoncture le 15 février 2010

#### Congo

#### www.cnsee.org

- Le rapport de l'Enquête sur la séroprévalence et sur les indicateurs du sida a été validé et sa diffusion est assurée par le Conseil national de lutte contre le sida.
- Le CNSEE a accueilli, du 15 au 19 février 2010, une mission d'assistance technique de la BAD dans le cadre du PCI.
- Il a aussi publié les prix moyens et les indices des prix par grands groupes de produits pour les mois de janvier à décembre 2009 des villes de Brazzaville et Pointe Noire ainsi que l'annuaire statistique 2007 du Congo.

#### **Comores**

- L'Union des Comores, après une revue à mi parcours de la mise en œuvre la stratégie nationale de développement statistique 2008-2012, a engagé le processus de sa réactualisation.
- L'activité de la Direction nationale de la statistique a été marquée par la collecte des données pour l'Indice de prix.

#### Mali

#### www.dnsi.gov.ml

- Le Conseil d'administration de l'INSTAT a tenu sa première session le 29 décembre 2009 sous la présidence de M. Lassine Bouaré, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances, chargé du Budget, en présence de la Présidente du Conseil, Mme Sangaré Niamoto Bâ. Le Conseil a examiné les dispositions à prendre pour l'opérationnalisation de l'INSTAT. Suite à cette session, M. Seydou Moussa Traoré a été nommé Directeur Général de l'Institut national de la statistique du Mali le 29 décembre.
- L'INSTAT a emménagé dans ses nouveaux locaux situés dans le quartier ACI 2000 le 25 février 2010.
- Il a publié la note de conjoncture et le bulletin de conjoncture du 4° trimestre 2009 et les résultats de l'étude ''Impact des capitaux économique et culturel des familles sur la scolarisation des enfants au Mali''.

#### Nige

#### www.stat-niger.org

Le Conseil national de la statistique (CNS) a tenu sa 3° session ordinaire le 26 décembre 2009 à Niamey, sous la présidence de M. Ali Mahaman Lamine Zeine, Ministre de l'Économie et des Finances, Président du Conseil. Après examen des questions inscrites à l'ordre du jour, le Conseil a fait les principales recommandations suivantes: (i) la création d'un fonds national de la statistique ; (ii) la réalisation par l'INS d'une étude sur la gestion des ressources humaines du système statistique national ; (iii) l'accélération du processus d'organisation de la table ronde pour le financement de la SNDS ; (iv) la révision de la loi statistique, pour prendre en compte les principes édictés par la charte africaine de la statistique et (v) la réalisation du 4° RGPH en 2011.

L'INS a réalisé l'enquête nationale pour l'évaluation des besoins en soins obstétricaux et néonatals d'urgence (SONU) en collaboration avec le Ministère de la santé publique.

Cette enquête est en cours, et a pour objectif principal de déterminer la capacité réelle des établissements sanitaires à prodiguer aux femmes enceintes et aux nouveaux-nés les soins nécessaires à leur survie.

- L'enquête nationale sur la situation alimentaire des ménages s'est déroulée du 5 au 15 décembre 2009 et a pour objectif principal d'évaluer et de caractériser la situation alimentaire dans le contexte post récolte. Elle est menée en collaboration avec le système d'alerte précoce (SAP).
- L'INS a organisé le 5 janvier 2010 à Niamey, un atelier d'enrichissement du rapport national sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'atelier a regroupé tous les acteurs du SSN et de la société civile ainsi que les partenaires au développement.

#### Todo

#### www.stat-togo.org

- La collecte des données de l'enquête pilote sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés a démarré le 31 janvier 2010 et a pris fin le 14 février 2010. Cette enquête, réalisée sous la supervision de la Commission de l'UEMOA dans le cadre de la convention de financement du PIR 9° FED, a pour principal objectif de vérifier l'opérationnalité du questionnaire et proposer des corrections idoines pour une meilleure collecte des flux commerciaux transfrontaliers.
- L'atelier de présentation et de lancement du MICS4 pour le suivi de la situation de l'enfant et de la femme au Togo s'est tenu les 18 et 19 février 2010. Il avait pour objectifs de faire connaître les enjeux de l'enquête MICS 4 et de présenter son plan d'enquête et ses outils de collecte.
- Dans le cadre de l'élaboration de l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), la DGSCN a réalisé, avec l'appui financier de la Commission de l'UEMOA, une enquête auprès des entreprises industrielles au Togo. L'objectif de cette enquête était de recueillir des informations nécessaires en vue du renouvellement de l'année de base et la base de sondage de l'enquête trimestrielle auprès des entreprises industrielles à partir de laquelle l'IHPI et les soldes d'opinions sont élaborés. La nouvelle année de base sera 2007, et devrait être prise en compte dans l'élaboration de l'IHPI à partir du 1et trimestre 2010.

## Réunions, ateliers et séminaires

N'Djaména, 16-18 avril 2010 21° réunion du Comité de Direction d'AFRISTAT

N'Djaména, 19 avril 2010 19° session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT Washington, 24-25 Mai 2010

3° Conférence mondiale sur les statistiques des ménages agricoles et ruraux

Paris, 2-4 Juin 2010
PARIS21 Steering committee meeting

#### JOURNÉE MONDIALE DE LA STATISTIQUE

La journée mondiale de la statistique sera célébrée le 20 octobre 2010 sous le thème « Célébrons les nombreux succès de la statistique publique ».

Pour en savoir plus, consulter le site http://unstats.un.org/unsd/wsd

## L'EXCELLENCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande et est disponible sur : http://www.afristat.org

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel

à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Martin BALEPA

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM, Siriki COULIBALY, Dorothée OUISSIKA, Djoret BIAKA TEDANG, Guillaume POIREL.

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako ISSN 1561-3739